

Déclaration liminaire au CDAS DU décembre 2016
--

Monsieur le Président,

Au niveau national, le constat est malheureusement le suivant: l'action sociale ministérielle est grippée.

La volonté claire de ce gouvernement est de supprimer l'action sociale spécifique de notre ministère et de fondre le budget de l'action sociale des Finances dans celui de la fonction publique d'Etat. Le Secrétariat général ne défend pas les fonctionnaires du ministère des Finances: dans ces conditions, nous risquons de perdre les avantages âprement acquis lors des événements de 1989. La situation est désormais très préoccupante.

Pour l'année 2016, Solidaires Finances a refusé de cautionner un budget national qui consacrait pour la première fois aux ministères économiques et financiers la réduction drastique des moyens alloués à l'action sociale.

Ce budget a été une marque de mépris et une provocation à l'égard de tous les agents retraités et actifs qui subissent par ailleurs la baisse de leur pouvoir d'achat.

Ces derniers doivent faire face à des suppressions massives d'effectifs et des conditions de travail de plus en plus dégradées.

L'action sociale devrait s'inscrire dans une dynamique de progrès en tenant compte des aspirations de tous les agents.

Solidaires Finances exige une action sociale de proximité au service de tous les agents, à hauteur de leurs besoins. C'est pourquoi, Solidaires Finances dénonce la baisse des budgets alloués à l'action sociale qui ne peuvent répondre aux besoins en termes de logement, restauration, gardes d'enfants, de loisirs et de culture.

L'action sociale doit bénéficier à l'ensemble des agents du Ministère, quel que soit leur statut.

Pour cela, les moyens financiers, humains, l'organisation ministérielle départementale et de proximité doivent être renforcés et pérennisés.

Solidaires Finances demande à ce que l'administration informe tous les agents, actifs et retraités, de leur droit aux prestations d'action sociale afin que tous puissent en bénéficier.

L'obligation de suivre un marché public national limite les possibilités d'action souvent à cause des tarifs élevés, des absences de réponse à ces appels d'offres ou l'éloignement géographique du prestataire retenu.

2013, 2014, 2015, 2016, les années passent inéluctablement, les promesses de la formation des membres du CDAS qui devait être dispensée s'envolent également. Pour Solidaires Finances, soit cette formation est purement inutile et la question se pose d'arrêter de l'annoncer, soit elle est nécessaire et Solidaires Finances demande au secrétariat général de prendre la peine d'expliquer pourquoi elle n'a pu être dispensée depuis 4 ans.

In fine, Solidaires Finances rappelle que l'action sociale a pour rôle d'offrir à tous les agents publics la possibilité de mieux vivre au quotidien leur vie professionnelle et familiale, d'accéder aux loisirs et à la culture, de contribuer à aider chaque agent à construire l'avenir de ses enfants et de permettre à chaque pensionné d'envisager sereinement leur vie de retraité. L'action sociale doit tenir compte de l'évolution des besoins de tous les agents et y répondre de mieux en mieux. Nous y veillerons encore et toujours.